

Le pouvoir aux travailleurs

12 FEVRIER 2012

N° 179

PRIX : 100 Fr

| SOMMAIRE | PAGES |
|---|--------------|
| <u>EDITORIAL:</u> | |
| - LES GROS CAPITALISTES SONT BIEN SERVIS PAR LES GOUVERNEMENT MAIS LES CLASSES PAUVRES N'ONT DROIT QU'A LEUR MEPRIS ! | 2 |
| - LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS (CAN) DE FOOTBALL ET LE PIEGE DE LA FERVEUR PATRIOTIQUE..... | 3 |
| - APRES ABIDJAN VILLE LUMIERE, CERTAINS QUARTIERS POPULAIRES SONT PRIVES D'ELECTRICITE.... | 3 - 4 |
| - JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GENITALES FEMININES : ASSEZ DE L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT | 4 |
| - LA CNPS AUGMENTE SES TAUX AU LIEU DE TRAQUER LES EMPLOYEURS QUI NE DECLARENT PAS LEURS SALARIES..... | 5 |
| - DARLING : IL FAUT IMPOSER L'EMBAUCHE DE TOUS LES JOURNALIERS..... | 6 |
| - NOUS NE SOMMES PAS DES ROBOTS ! | 6 |
| - CHOMAGE TECHNIQUE A LA SOTRA : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL | 6 - 7 |
| - BATIMENT : LA PRECARITE DES CHANTIERS, CA ARRANGE LES PATRONS | 7 - 8 |
| - MALI : LA GUERRE ENTRE LA REBELLION TOUAREGUE ET L'ARMEE N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS | 9 - 10 |

| |
|--|
| <p>LES GROS CAPITALISTES SONT BIEN SERVIS PAR LES GOUVERNEMENT MAIS LES CLASSES PAUVRES N'ONT DROIT QU'A LEUR MEPRIS !</p> |
|--|

Non satisfait de tous les cadeaux déjà reçus, en compensation des pertes subies durant la crise, Jean-Louis Billon, au nom du patronat, a demandé une nouvelle aide de 200 milliards au gouvernement. Il s'adresse aux autorités de ce pays comme il s'adresserait à l'un de ses serviteurs. Il sait que le gouvernement est là avant tout pour eux les riches.

Evidemment, les travailleurs ne peuvent pas en dire autant. A commencer par ceux qui ont été chassés des bords des trottoirs, alors que l'activité de petit commerce ou de petit artisanat qu'ils y pratiquaient, n'était qu'une activité de survie, à défaut de trouver un autre travail. Ceux d'entre eux qui s'y sont réinstallés sont maintenant menacés d'une amende de 150.000 Fr !

Mais la situation des ouvriers ou des employés qui ont la chance d'avoir un salaire plus ou moins régulier s'est, elle aussi, fortement dégradée. Ils ont aussi subi de nouvelles attaques du patronat soutenu par le gouvernement. L'âge de départ à la retraite est passé de 55 à 60 ans. La cotisation qu'ils payent a aussi augmenté, alors que l'argent de la retraite a baissé. Dans ces conditions, que deviendront ceux qui font un travail pénible ou bien ceux qui, à cause d'une maladie ou d'un handicap, seront dans l'incapacité de travailler au-delà de 55 ans ? Et tous ceux qui, parce que trop usés par le boulot, ne seront plus capables de suivre le rythme effréné de la production dans les usines au delà de leur 55 ans ? Pour le patronat ils seront bons à jeter à la porte sans aucune indemnité. Les gros capitalistes n'ont rien à craindre du gouvernement qui ne fait qu'appliquer leur bon vouloir.

N'est-ce pas ce même gouvernement qui donne l'exemple en matière de mépris en direction des travailleurs en licenciant par centaines de salariés à la RTI, au PAA (Port Autonome d'Abidjan) et à la Sotra ?

Ouattara peut toujours faire de beaux discours sur sa volonté de combattre la pauvreté en Côte d'Ivoire. Il peut toujours faire semblant de s'indigner que «50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté». Ce n'est pas aux classes pauvres qu'il va apprendre que la vie est difficile surtout en cette période où les prix des biens de consommations ne cessent d'augmenter. Aujourd'hui, une banane ou une orange c'est 50Fr ! Il y a quelques années, avec 25 Fr on pouvait acheter 3 bananes ! Le litre d'huile est passé de 500 Fr à plus de 1000 Fr !

Mais la politique que mène le gouvernement est tout le contraire de ce qu'il faudrait pour améliorer les conditions d'existence des classes pauvres. Ce n'est pas la pauvreté qu'il combat mais les pauvres.

Pour que les travailleurs puissent vivre un peu dignement, il faudrait au moins ramener le salaire au coût réel de la vie. Or le salaire minimum officiel (qui est de 36000 Fr) dans ce pays date de 1994, soit 18 ans ! Alors il y a de quoi s'indigner et se révolter lorsqu'on entend le responsable de l'Ugtci annoncer que les centrales syndicales, le gouvernement et les représentants du patronat se sont entendus pour faire passer ce salaire minimum de 36.000 Fr à 60.000 Fr. C'est une réévaluation qui est loin, loin de ce qu'il faudrait pour rattraper tout ce que les travailleurs ont perdu en pouvoir d'achat durant ces années. Ces gens-là se moquent vraiment des travailleurs ! Ils savent qu'avec ce salaire de 60.000 Fr qu'ils ont annoncé, ce sera toujours la misère pour la grande majorité des familles !

Tôt ou tard, il faudra que les travailleurs se mobilisent et s'organisent pour défendre ce qui est vital pour eux, à savoir un travail et un salaire digne et décent pour nourrir et loger sa famille, assurer la santé et l'éducation des enfants. Mais il faut être conscient que le patronat ne lâchera rien sans y être contraint par la force des travailleurs organisés. Il faut être conscient aussi que ces derniers auront en face d'eux le gouvernement et les forces de l'ordre.

L E U R S O C I E T E

LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS (CAN) DE FOOTBALL ET LE PIEGE DE LA FERVEUR PATRIOTIQUE

Depuis le 06 janvier, la phase finale de la Can a commencé. 16 pays, dont la Côte d'Ivoire, se sont donné rendez-vous au Gabon et en Guinée Equatoriale. Et c'est là l'occasion pour les dirigeants des différents pays d'exacerber leur nationalisme.

Déjà même une semaine avant le début de la compétition, c'est le gouvernement avec le président Ouattara en tête, qui avait convié les Abidjanais au stade Houphouët Boigny pour un match de soutien aux Eléphants. Ce jour là, ils ont tous tâté de la balle devant les cameras de la télévision. Ajoutez à ça le battage médiatique que font les journaux, les radios et les télévisions et on comprend aisément que partout dans le pays on ne parle que de football. Quand l'équipe ivoirienne joue, le pays semble s'arrêter. Même ceux qui ne sont pas scotchés

devant des écrans de télévision ou suspendus à des postes radio, le sont par l'esprit avec les autres. Chaque clameur les fait sursauter. Chaque victoire donne cours à des manifestations de liesse populaire.

Au moment où la population est préoccupée à crier "*Allez les éléphants*", le patronat et le gouvernement leur préparent des coups bas : licenciements en masse à la SOTRA dans la perspective d'une privatisation, diminution de moitié des effectifs du Port Autonome d'Abidjan, déclaration de liquidation des banques publiques, non application du rehaussement du SMIG, des privatisations, l'invention de nouveaux impôts, etc.

Voilà à quoi sert la CAN et toute autre compétition du même genre : distraire la population pour lui faire avaler plus facilement des mesures d'austérité.

APRES ABIDJAN VILLE LUMIERE, CERTAINS QUARTIERS POPULAIRES SONT PRIVES D'ELECTRICITE.

Depuis deux semaines, la CIE a engagé une chasse dans les quartiers précaires contre les populations consommatrices d'électricité sans compteur. Des agents de la CIE accompagnés d'une importante escorte des FRCI sillonnaient certains quartiers populaires pour débrancher et détruire tous ces réseaux appelés communément « *courant parallèle* ». Depuis, les populations dont les quartiers ont été visités sont dans l'obscurité.

Selon les responsables de la CIE, ces réseaux parallèles sont à l'origine des

baisses de tension et endommagent leurs transformateurs. Selon eux, les mesures prises visent à sécuriser leurs réseaux et à fournir une électricité de qualité à leurs abonnés. Ces raisons évoquées sont peut-être vraies. Mais il faut dire que depuis quelques années la CIE et l'Etat investissent très peu dans la production et la distribution de l'électricité alors que la demande est élevée. Les installations qui existent encore sont vieillissantes et souvent manquent d'entretien. La CIE se contente de surexploiter ce qui existe alors que le réseau continue de s'étendre. Dans certains cas, il y a des quartiers qui ne

L E U R S O C I E T E

bénéficient pas du réseau d'électricité. Quand les populations en font la demande, la CIE leur demande de payer des millions de francs CFA soi-disant pour installer des poteaux. C'est le cas d'un quartier précaire situé derrière le zoo où la direction de la CIE demande aux populations la somme de huit millions de francs pour bénéficier du réseau. En plus de cette somme, il y aurait à payer les frais d'installation des tableaux et des compteurs qui s'élèvent à plus de quatre-vingt mille francs pour chaque abonné.

Ces populations, n'ayant pas ces sommes, sont privées de courant et vivent dans le noir. Ce sont pour la plupart les mêmes populations qui ont effectué le déplacement dans l'enthousiasme au

plateau pour admirer les lumières installées à l'occasion de la fin d'année.

Si dans certains quartiers les populations sont restées passives et impuissantes devant les agents de la CIE et les FRCI qui les accompagnaient, celles des quartiers précaires d'Abobo, comme « *Derrière les rails* », ne se sont pas laissées intimider. Elles se sont organisées et elles les ont chassés de leur quartier. Ils ont mille fois raison de se fournir de l'électricité au réseau parallèle pour bénéficier du courant. Le patron et le gouvernement n'ont qu'à augmenter les salaires et baisser le prix des denrées de première nécessité pour permettre à ces populations d'avoir les moyens de payer du « *bon courant* ».

JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GENITALES FEMININES : ASSEZ DE L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

Comme chaque année depuis quelque temps, la Côte d'Ivoire a organisé elle aussi à l'instar de la journée mondiale, sa journée de lutte contre l'excision. Ça a été l'occasion d'organiser des séminaires, des visites comme celle du ministre de l'enfant, de la famille et des affaires sociales au nord de la Côte d'Ivoire, etc. C'est généralement à cette occasion qu'on voit le gouvernement s'intéresser à ce problème. Pourtant, rien que l'année dernière, dans le seul département de Dabakala, une cinquantaine de filles sont mortes des suites de l'excision. Et parmi les rescapées combien sont-elles à avoir été infectées par le VIH, en lien avec ces pratiques aussi bien dans les régions du nord qu'à l'ouest ? A part les ONG qui font

continuellement de la sensibilisation sur le terrain, les autorités en général font preuve de laxisme. Nous nous rappelons une année où la cérémonie d'excision avait connu à l'ouest une certaine publicité. Des cadres de la région avaient même été invités. Mais aucune arrestation n'avait été faite ce jour. Cela aurait eu le mérite d'être dissuasif. Pourtant des lois existent mais personne ne les applique. Les survivances des coutumes du passé continuent à faire des dégâts. Il faudrait une réelle volonté politique pour mener de vastes campagnes de sensibilisation mais aussi pour condamner aussi bien les praticiennes que les parents qui s'y adonnent. L'Etat a les moyens mais les dirigeants n'ont pas cette volonté.

L E U R S O C I E T E

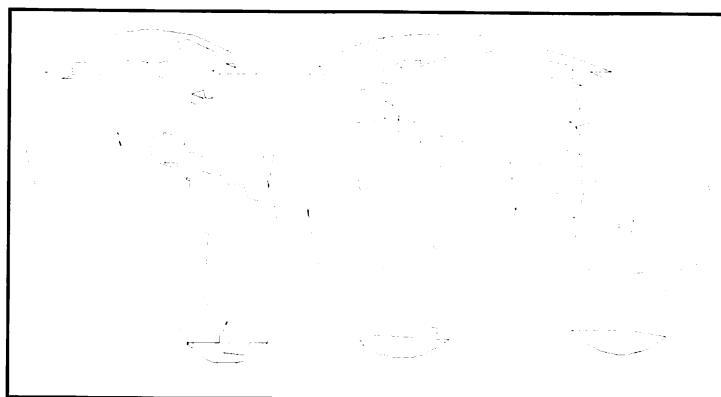
LA CNPS AUGMENTE SES TAUX AU LIEU DE TRAQUER LES EMPLOYEURS QUI NE DECLARENT PAS LEURS SALARIES

Depuis le 11 janvier 2012, le gouvernement a signé un décret qui allonge l'âge de la retraite au privé jusqu'à 60 ans. Par la même occasion, le taux de cotisation pour la retraite passe de 8% à 12% pour cette année et à partir de 2013, à 14%. Auparavant, le salarié payait 40% de ce taux et l'employeur les 60%. Aujourd'hui, 45% sont à la charge de l'employé pour 55% à celle du patron. En clair, cette réforme favorise le patron qui cotise beaucoup moins pour la retraite. Tous les travailleurs qui cotisent ont déjà ressenti la baisse des salaires nets sur leurs bulletins. La CNPS, pour justifier ces réformes, soutient qu'elle a procédé à des études et que celles-ci ne lui permettent pas de faire autrement car la branche "retraites" est déficitaire selon elle.

Pourtant, la CNPS sait que le nombre de travailleurs déclarés dans ces

structures n'atteint même pas la moitié de ceux qui sont en activité. Elle est bien consciente que les entreprises embauchent de moins en moins. Elles préfèrent recruter des journaliers qui sont dans une situation précaire et qui n'ont pas droit à la moindre couverture sociale. Des travailleurs dont elles peuvent à tout moment s'en séparer et qui représentent aujourd'hui la majorité des travailleurs. Et ce sont ces employeurs qui devraient être systématiquement traqués pour que leurs salariés soient déclarés. Cela aurait largement couvert le déficit de la branche "retraites". Mais ni le gouvernement qui montre de plus en plus qu'il fera tout pour favoriser les patrons, ni la CNPS dont le directeur général est un patron lui-même, siégeant dans des organisations patronales, n'ont envie de s'en prendre à ces gens là.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : IL FAUT IMPOSER L'EMBAUCHE DE TOUS LES JOURNALIERS

Darling est une entreprise de fabrication de mèches située en zone industrielle de Yopougon. Elle emploie un millier de personnes dont 10% seulement sont embauchés. Au moment des fêtes, le patron a fait produire beaucoup en augmentant les cadences. Aujourd'hui que ses entrepôts sont remplis, c'est aux journaliers qu'il veut faire payer la note. Ainsi, dès la mi-janvier, il a scindé leur groupe en deux. Chaque équipe travaille ainsi une semaine sur deux. Ce qui fait qu'au lieu d'un mois de salaire, le journalier a 15 jours. Ensuite, début février, il est passé à trois équipes, réduisant d'autant le maigre revenu des travailleurs.

Depuis le vote d'un nouveau code du travail en 1995, les entreprises n'ont plus l'obligation d'embaucher. Les patrons usent et abusent de cette main d'œuvre journalière qu'ils peuvent utiliser comme ils veulent puis la jeter à la rue lorsque le travail manque.

Ainsi, aujourd'hui, il y a des journaliers qui ont plusieurs années d'ancienneté. Il faudrait que les travailleurs puissent imposer l'embauche de tous et le maintien de tous les salaires, production ou pas : les patrons peuvent prendre sur les bénéfiques.

NOUS NE SOMMES PAS DES ROBOTS !

A Darling, pour un journalier blessé, ce n'est pas facile. Notre camarade machiniste s'est pris une aiguille dans le doigt. A l'infirmerie de l'usine, l'infirmière a extrait les morceaux mais n'a pas accordé un seul jour de repos à notre camarade. Celui-ci souffrait tellement, il n'arrivait pas à peigner correctement les mèches et à les assembler. Il s'est donc adressé au chef du personnel. Ce dernier lui a demandé de s'arranger pour terminer la journée et dès le lendemain de prendre une semaine de repos sans salaire. Ce qui

est impossible pour le travailleur ! Donc, il a refusé cette proposition. Il a été obligé de continuer malgré la douleur et de revenir le lendemain.

Pourtant, avant dans l'usine, même si tu es journalier, tu avais droit à un ou deux jours de repos payé quand tu es blessé. Peu à peu, cet avantage comme quelques autres, le patron a réussi à les supprimer. Mais ça ne peut pas continuer ainsi. Tôt ou tard, les travailleurs seront bien obligés de dire, ça suffit !

CHOMAGE TECHNIQUE A LA SOTRA : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

1200 travailleurs de la Sotra, la Société de Transport Abidjanais, qui assure le transport public, viennent d'être mis en chômage technique pour deux mois

renouvelable. Cette mesure tombe comme un coup de massue sur la tête des salariés concernés au moment même où ceux-ci s'y attendaient le moins. Aujourd'hui,

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

c'est l'inquiétude, car comment ne pas croire que ce qu'on présente pour le moment comme un chômage technique ne pourrait pas du jour au lendemain se muer en licenciement pur et simple ? Cette décision a reçu l'aval du gouvernement, alors même que celui-ci crie à qui veut l'entendre qu'il est en train de créer des emplois.

Quelques semaines auparavant, la presse avait fait cas d'une éventuelle suppression de poste à la Sotra. Mais la direction de cette entreprise l'avait fermement démentie pour mieux surprendre les travailleurs. Ainsi, ceux-ci ont pris le coup sans s'être préparés le moins du monde pour se défendre.

Les suppressions de postes ne sont pas spécifiques à la Sotra. Il y a quelques mois, ce sont 300 agents de la Radiodiffusion et Télévision Ivoirienne (RTI) qui se sont retrouvés sur le carreau. Ensuite ce fut le tour du Port Autonome. A la fonction publique aussi, c'est la chasse aux fonctionnaires dits fictifs.

C'est là où on voit toute la différence entre les discours des gens au pouvoir et

la réalité. Dans les discours, ils disent qu'il y aura du travail pour tous. Ils prétendent lutter contre la pauvreté. Dans la réalité, ce sont les licenciements qui se succèdent. C'est la misère qui se généralise.

Et pourtant, tout le monde voit bien que le transport public est dans un état catastrophique. Il n'arrive pas à répondre aux besoins de la population. On pourrait doubler le nombre de bus, que cela ne suffirait pas, tellement les besoins sont énormes. Et ce n'est pas l'argent qui manque.

On pourrait alors maintenir ces emplois supprimés et même recruter davantage car ce ne sont pas les prétendants au travail qui manquent.

Quand il s'agit d'acheter des armes afin de protéger leur pouvoir, ces gens-là trouvent l'argent ; pour équiper la police, il y a de l'argent. Par contre pour que les services publics utiles à la population tels que l'enseignement, la santé, le ramassage des ordures, un transport public de qualité pour soulager un tant soit peu les populations, l'argent manque. De qui se moque-t-on ?

BATIMENT : LA PRECARITE DES CHANTIERS, CA ARRANGE LES PATRONS

Depuis quelques mois, le secteur du bâtiment connaît une activité inhabituelle avec la construction de nouvelles bâtisses, le bitumage des rues et le curage des caniveaux à travers la ville d'Abidjan. Il y a aussi la réouverture de quelques chantiers arrêtés depuis lors à cause de la crise post-électorale de 2011.

Mais sur ces chantiers, les conditions de recrutement sont analogues. Les entreprises, petites comme grandes, font signer aux travailleurs des contrats à durée déterminée avec la mention « à *terme imprécis* », en espérant ainsi éviter des revendications en fin de chantier.

A la CMI (construction métallique

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ivoirienne), les travailleurs sont payés sur bulletin. Par contre ils ne sont pas déclarés individuellement à la CNPS et pourtant on leur prélève des sommes allant de 12 000 à plus de 13 000F par mois, sous prétexte de cotisation pour la retraite, de parer aux accidents de travail, etc. Mais quand un travailleur a un accident, il est purement et simplement « remercié ». La CMI a beau se présenter comme une entreprise qui se respecte, cela n'empêche pas les travailleurs de vivre l'esclavage ! A SUD Construction, cette autre entreprise qui depuis un certain moment a pignon sur rue, non seulement les mêmes problèmes constatés à la CMI se retrouvent chez elle, mais en plus elle pratique le tâcheronnat. Ce qui fait que sur le même chantier et pour le même travail il y a deux salaires.

C'est la même situation sur les chantiers de Franzeti qui emploie aussi

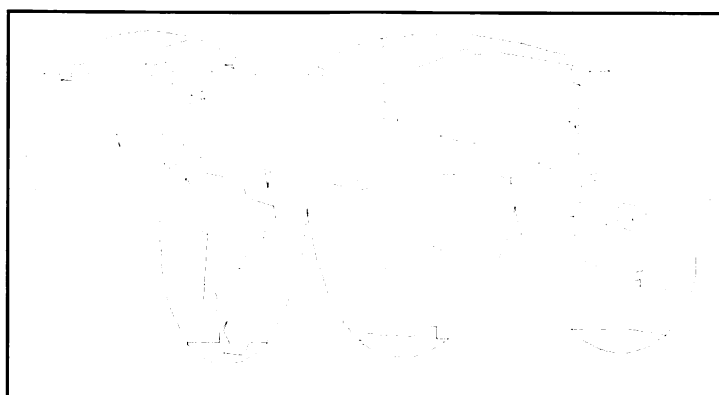
des tâcherons pour mieux exploiter les travailleurs.

Quant aux autres petites entreprises qui font le bitumage ou la réfection des routes, elles pratiquent des salaires journaliers allant de 2000F pour les manœuvres à 3500 F pour les ouvriers. Dans ces entreprises, les travailleurs ne connaissent ni congés payés, ni sécurité sociale, pas de prise en charge en cas de maladie ou d'accident de travail.

Si l'ouverture de plusieurs petits chantiers est un soulagement pour les travailleurs de ce secteur, les conditions de travail et de rémunération sont mauvaises.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs seront bien obligés de s'organiser et de lutter car personne ne le fera à leur place ni ne viendra à leur secours.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : LA GUERRE ENTRE LA REBELLION TOUAREGUE ET L'ARMEE N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS

Les grandes villes du Mali connaissent depuis quelques semaines une vague de violence interethnique qui n'est pas coutumière de ce pays où cohabitent depuis des siècles de nombreuses ethnies. Les victimes de cette violence ce sont les Tamasheqs, les Arabes (Maures) ou les Touaregs installés dans les grandes villes. Certains d'entre eux ont été lynchés, dépouillés de leurs biens. D'autres qui ont de petites échoppes, ont été pillées. Nombreux sont ceux qui, de peur de perdre leur vie, ont été contraints de fuir pour aller se réfugier dans les pays voisins.

En l'espace de quelques jours, plusieurs milliers de personnes (peut-être plusieurs dizaines de milliers) ont donc été contraints de quitter ce pays où ils ont toujours vécu. Leur seul tort c'est tout simplement d'avoir un teint à peine un peu plus clair que d'autres habitants du pays. Ils ne sont pour rien dans la rébellion qui sévit tout au Nord du pays, à plusieurs centaines, voire plus d'un millier de kilomètres de là où ils habitent. Certains n'y ont même jamais mis les pieds car ils ne viennent pas forcément de cette région du Nord. Mais ils étaient tout de même pris comme des complices des rebelles puisqu'ils ont une certaine ressemblance physique, encore que ce n'est parfois même pas le cas.

Ils sont victimes de l'imbécilité et on ne peut être qu'indigné et révolté par le sort de ces milliers de gens, qui même s'ils reviennent un jour, auront du mal à retrouver la tranquillité et la sérénité relative qu'ils avaient jusque-là connues.

La question de la rébellion Touarègue ne date pas d'aujourd'hui. Rappelons que les populations touarègues, estimées entre 1 million et 1,5 million, parlent une même langue et vivent sur une zone de 2,5 millions de km² dans laquelle elles se déplaçaient plus ou moins librement. Mais lors de la décolonisation,

elles étaient, malgré elles réparties entre cinq pays : le Niger, le Burkina, l'Algérie, la Libye et le Mali. Ce morcellement de leur ère géographique, l'obligation qui leur a été faite d'adopter une nationalité dans laquelle ils ne se reconnaissaient pas forcément, ont fini par engendrer une certaine méfiance, voire une certaine défiance vis à vis des autorités administratives et des appareils d'Etats nationaux.

Cette défiance a été plus particulièrement visible au Mali car c'est dans le nord de ce pays que se trouve la région de l'Azawad que les rebelles touarègs considèrent comme le berceau de leur ethnie.

Au lendemain de l'indépendance, à cause des régimes dictatoriaux de Modibo Kéïta puis de Moussa Traoré qui refusaient toute négociation avec les rebelles touareg, et qui leur faisaient la guerre, nombre d'entre eux avaient été massacrés. D'autres avaient fui ces répressions. De plus, lors de la période de grande sécheresse qui avait sévi dans toute cette région pendant les années 1970, nombre de Touaregs s'étaient réfugiés dans les pays voisins, surtout en Libye, avec la bénédiction des dirigeants maliens qui voyaient plus tôt d'un bon œil l'intégration des combattants touaregs dans la "*légion islamique*" de Kadhafi. Avec la chute de ce dernier en octobre 2011, ces anciens mercenaires sont rentrés, entres autre au Mali, lourdement armés, bien équipés.

Bien évidemment le retour de ces Touaregs au Mali n'a pas été apprécié par les autorités qui craignent d'autres troubles en plus de ceux causés depuis trois ans par Al-Qaïda au Magreb islamique (AQMI), qui enlève des ressortissants occidentaux, moyennant finance pour leur libération.

Le MNLA est une formation politico-militaire née fin 2011 de la fusion de plusieurs factions de combattants touaregs dont le Mouvement touareg du nord du

Mali (MTNM)) et le Mouvement national de l'Azawad (MNA); Le porte-parole du MNLA, Hama Ag Sid Ahmed, se dit prêt à collaborer avec le régime en place de Amadou Toumani Touré, à condition, entre autres, que l'on s'occupe de la région du Nord, laissée, selon lui, à l'abandon.

Par rapport au problème de la rébellion, le président malien dit qu'il a mené et mène une "*politique de main tendue*". Ainsi, en novembre 2011, une délégation de diplomates maliens a rencontré des responsables du mouvement des rebelles pour instaurer un dialogue. Cinq ans auparavant, en juillet 2006, il y a eu les accords d'Alger avec la rébellion, suivis d'aucun effet.

Certains, dont des proches de ATT, lui reprochent d'être trop "*mou*" par rapport aux rebelles. Est-ce par calcul politique de ce dernier? L'élection présidentielle est prévue dans trois mois. ATT sait qu'il ne peut plus briguer un troisième mandat présidentiel; il est donc hors course. Mais il espère, semble-t-il, qu'à cause de la situation d'affrontements avec les rebelles, l'élection présidentielle n'ait pas lieu; alors ils pourraient se maintenir au pouvoir. C'est

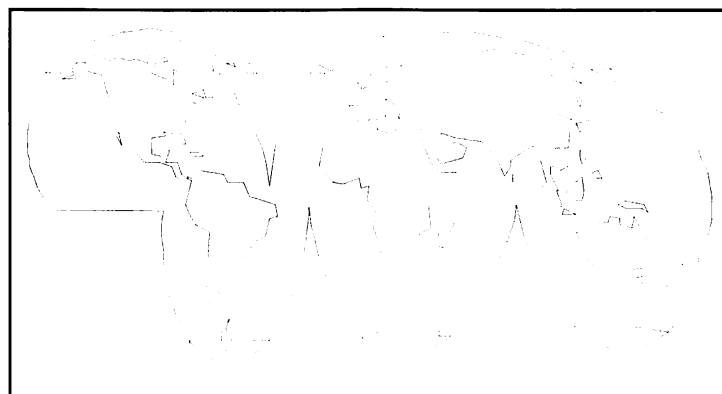
en tout cas le calcul que lui prêtent ses adversaires pour expliquer les raisons de sa "*mollesse*" envers la rébellion. L'autre raison serait tout simplement que l'armée malienne ne fait pas le poids devant la rébellion, ce d'autant plus que la guerre se déroule très loin de Bamako.

Si certains groupes rebelles ont intégré le processus de paix offert par le gouvernement de ATT, d'autres l'ont repoussé. Depuis le 17 janvier 2011, la guerre a déjà fait plusieurs dizaines de morts de part et d'autre.

Toujours est-il que cette guerre entre les rebelles et l'armée malienne a occulté d'autres luttes telles que les revendications des travailleurs pour les augmentations de salaires, alors que les prix des denrées de première nécessité ont monté en flèche; ils ont relégué au second plan la lutte des femmes contre l'adoption par l'Assemblée nationale du texte réactionnaire concernant le « *Nouveau code des personnes et de la famille* », etc.

Souhaitons que les travailleurs, les petites gens et les femmes retrouvent un jour le chemin de leurs luttes au lieu de celles, ethniques et fratricides que connaît le pays actuellement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.